

Bien qu'à l'Institut je me fusse appuyé sur des antécédents historiques, que j'eusse rappelé les affiliations d'autrefois, au dix-septième et dix-huitième siècle, des principales académies de province avec l'Académie des sciences et l'Académie française, je n'ai pas réussi à persuader mes confrères parisiens de vouloir bien renouer quelques liens avec la province savante et lettrée.

Mais si Paris trop absorbé en lui-même ou trop orgueilleux, ne semble pas disposé à faire des alliances dans l'intérêt des sciences et des lettres, avec des Sociétés plus modestes, je ne désespérerais pas de voir se nouer quelques liens fraternels entre des Académies ou Sociétés voisines d'une même région. Pourquoi, surtout dans les jours de séances publiques et de fêtes littéraires, n'échangeraient-elles pas d'amicales invitations et ne se communiqueraient-elles pas des travaux intéressant toute la province ? Pourquoi même ces Académies voisines ne s'associeraient-elles pas dans quelque œuvre commune d'utilité scientifique et historique, pour tel ou tel ordre de recherches et d'observations, pour des fouilles dans les archives, pour certaines grandes publications en commun ?

Puisque tous les syndicats, même les plus séditieux, sont autorisés aujourd'hui, je ne pense pas que les Ministres actuels puissent prendre quelque ombrage d'un syndicat pacifique de Sociétés savantes, comme il est arrivé autrefois, sous l'Empire, à M. Rouland, qui s'émut contre moi parce que je contrariais son dessein de rattacher les Sociétés savantes, non à l'Institut, mais à lui-même et à ses bureaux. Son mécontentement s'accrut bientôt encore de ma protestation contre la révocation brutale de notre confrère Victor de Laprade. Quoique en ce temps-là les doyens fussent plus indépendants qu'aujourd'hui, je devais